

Pour la sortie de crise, tourner à gauche

Michel Husson, *Les Temps Nouveaux* n° 4, 2012

« Pas besoin d'être paranoïaque pour être terrifié » disait un négociateur de « l'accord » sur la dette grecque à la fin octobre¹. Pas besoin non plus d'être un fin politicien pour comprendre que la droite va jouer sur le sentiment de peur qui naît de la crise. La crise est effectivement très profonde, à tel point qu'elle semble rendre caduc tout projet de transformation sociale. Il n'y a là rien de surprenant. C'est le propre de toute crise que d'ouvrir cette dialectique entre deux attitudes possibles : faire le gros dos et s'en remettre à des orientations apparemment responsables ou basculer vers des alternatives radicales.

Toute démarche programmatique doit tenir compte de cet obstacle. Logiquement, on devrait commencer par avancer des objectifs, et ensuite dire comment on compte les atteindre. Avec la crise, les fins et les moyens sont en quelque sorte inversés : il faut commencer par dire quels moyens on se donne pour pouvoir changer les choses. Le risque est grand de focaliser le débat sur des solutions techniques ou apparemment plus faciles, et d'oublier en chemin les objectifs initiaux². Dans ces conditions, une stratégie de gauche doit avant tout prendre la mesure de la crise, puis expliquer comment on peut se dégager de l'emprise de la finance et enfin avancer des propositions pour réparer les dégâts de la crise et en sortir.

Prendre la mesure de la crise

Le spectacle donné par l'Europe est atterrant : c'est la finance qui décide des politiques à mener et qui place ses chargés d'affaires à la tête des Etats. Tout le monde ne pense plus qu'à « rassurer les marchés » en enfermant les politiques économiques dans un carcan institutionnel : semestre européen, pacte Euro + et *Six pack*. La crise des dettes souveraines est gérée avec un temps de retard systématique sur ses développements. En raison du refus de toute mutualisation des dettes, des montages baroques sont imaginés, transformant le Fonds Européen de Solidarité Financière en nouvel engin à titrisation, promis aux mêmes écueils que ceux qui ont plongé le système financier dans la crise³.

Le résultat immédiat est la fin de la mini-reprise. Les indicateurs avancés de l'OCDE prévoient tous un ralentissement de l'activité, la Commission européenne a révisé en baisse ses perspectives : seulement 0,5 % de croissance en 2012 dans la zone euro. Quant au taux de chômage, il devrait rester obstinément fixé autour de 10 %, et cela jusqu'en 2013. Compte tenu de la vitesse à laquelle la situation se dégrade, une nouvelle récession ne peut être exclue.

Tout cela était parfaitement prévisible, parce que c'est le résultat mécanique des programmes d'austérité, avec leur effet cumulatif sur l'ensemble des pays européens. Pourtant, nombreux avaient été les avertissements soulignant les risques récessifs d'un ajustement budgétaire trop brutal. Il fallait, disait le FMI, attendre que la reprise soit nettement amorcée. Mais la crise de la dette grecque, et encore plus son extension à d'autres pays, a conduit à précipiter les événements et à durcir les plans d'austérité ciblés

¹ Cité dans « [The euro deal: No big bazooka](#) », *The Economist*, 29 Octobre 2011.

² Pour ne prendre qu'un exemple, la sortie de l'euro ne serait qu'un outil qui n'implique rien quant à la manière de traiter la question sociale qui est à la racine de la crise. Voir Michel Husson, « Euro : en sortir ou pas », *Inprecor* n°575/576, 2011, <http://hussonet.free.fr/575europ.pdf>

³ Liêm Hoang-Ngoc, « Les dessous du Merkozy show », *Politis*, 17 novembre 2011, <http://gesd.free.fr/liem1177.pdf>

essentiellement sur les coupes budgétaires. C'est évidemment absurde, dans la mesure où cette politique réduit aussi les recettes fiscales et ne résout en rien la question de la dette.

Il y a plusieurs manières d'expliquer cet aveuglement. Il découle de la divergence de points de vue entre les pays à excédent (le « Nord » de l'Europe : Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Finlande) et les pays à déficit (le « Sud » : Grèce, Italie, Espagne et bientôt la France), les premiers refusant une mutualisation des dettes qui équivaldrait à un transfert vers les pays en difficulté. La volonté de ne pas prendre les mesures permettant de court-circuiter les marchés financiers a également joué, tout simplement parce que les gouvernements européens refusent de franchir le pas essentiel de la monétarisation des dettes par la Banque Centrale Européenne qui consisterait à ce qu'elle achète des titres de la dette publique, garantissant ainsi leur financement à des taux raisonnables. Papandreou et Zapatero passeront à l'histoire pour avoir accepté, sans aucune velléité de résistance, les exigences de la finance, même au prix d'une régression sociale considérable ... et de la perte du pouvoir.

Un cercle vicieux sans fin s'est enclenché. Le poids des dettes jette un doute sur la capacité des Etats à y faire face, donc les taux d'intérêt exigés par les marchés financiers augmentent, et cette hausse conduit à la boule de neige des déficits. Un calcul de coin de table permet de mesurer l'ampleur de ce phénomène dans le cas français : un point d'intérêt supplémentaire sur une dette publique de l'ordre de 1600 milliards de dette, c'est à terme 16 milliards d'intérêts en plus, soit à peu près deux fois le dernier plan de rigueur. Or le *spread* sur la dette française à dix ans par rapport à l'Allemagne a récemment augmenté à 1,6 point, ce qui veut dire que la France emprunte à 3,3 % quand l'Allemagne le fait à 1,7 %.

L'acceptation de cette spirale infernale peut aussi s'expliquer par une volonté délibérée des classes dirigeantes de profiter de la situation pour entamer une thérapie de choc. Il ne s'agirait donc pas d'une erreur mais d'une stratégie, comme le suggère Thomas Coutrot⁴ : « nos dirigeants veulent conserver l'essentiel : grâce la libre circulation des capitaux et des marchandises, rien ne doit venir limiter la concurrence entre salariés européens, ni entre ceux-ci et les travailleurs des pays du Sud. La crise bancaire et financière qui s'aggrave désormais de façon irrémédiable, la récession et le chaos économique qui va s'ensuivre, pourraient permettre dans les années à venir de réduire d'environ un tiers la protection sociale et les salaires en Europe, comme les Grecs en font déjà l'expérience ».

Dans ces conditions, le préalable absolu à la mise en œuvre d'un programme de transformation sociale est de lever l'hypothèque du financement du déficit. Chaque année, le budget doit non seulement couvrir le déficit mais aussi l'amortissement de la dette. Pour 2012, le besoin de financement de l'Etat est ainsi de 182 milliards d'euros, soit 82 milliards de déficit et 100 milliards d'amortissement⁵. Cette somme, aujourd'hui, il faut aller le chercher sur les marchés financiers qui auraient beau jeu de faire capoter l'expérience en faisant monter les taux d'intérêt à des niveaux astronomiques. Ensuite, il faut mesurer le poids des intérêts de la dette : dans le budget pour 2012, ils représentent 48,8 milliards d'euros, soit un peu plus que l'impôt sur le revenu (46,2 milliards) et pas beaucoup moins que l'impôt sur les sociétés (58,8 milliards)⁶. Cette véritable rente d'Etat obère fortement toute réorientation des dépenses publiques.

⁴ Thomas Coutrot, « Ce n'est pas une erreur, c'est une stratégie », *LeMonde.fr*, 15 novembre 2011, <http://gesd.free.fr/tcerreur.pdf>

⁵ Source : Agence France Trésor, Besoins et ressources de financement 2012, <http://gesd.free.fr/plf2012.pdf>

⁶ Source : Projet de loi de finances pour 2012 : les chiffres clés, <http://gesd.free.fr/plf2012c.pdf>

Se dégager de l'emprise de la finance

Reprendre à son compte l'objectif de revenir à un déficit de 3 % du PIB en 2013 pour viser ensuite à l'équilibre budgétaire revient à renoncer à tout projet de transformation sociale. Il y a là une ligne de partage fondamentale. Or, telle est l'orientation du candidat socialiste, quand il déclare : « Il faut rééquilibrer nos comptes publics dès 2013. Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui (...) Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera⁷ ».

Cette prise de position intervient dans une configuration paradoxale, celle d'un président sortant qui, à six mois d'élections où il sera selon toute évidence candidat, annonce un renforcement de l'austérité et fait campagne sur une thématique quasiment churchillienne, en promettant « du sang, de l'effort, des larmes et de la sueur » (*Blood, Toil, Tears and Sweat*). La stratégie de Nicolas Sarkozy vise clairement à dramatiser la situation, afin d'apparaître comme le seul en mesure de la maîtriser, de manière « courageuse ». Certes, les rebondissements très rapides de la crise grecque qui s'étend à l'Italie et à l'Espagne, voire à la France, ainsi que l'alignement voyant sur les positions et les refus d'Angela Merkel, peuvent se retourner contre Sarkozy. Il n'est pas pour autant possible de répondre à son discours en minimisant la gravité de la crise.

La seule alternative à ce concours de rigueur doit être cohérente, et cette cohérence est forcément radicale. Elle repose sur le triptyque suivant : 1. annulation des dettes illégitimes ; 2. monétarisation des dettes ; 3. nationalisation des banques. Il est clair qu'une bonne partie des dettes accumulées en Europe, par les Etats ou par le secteur privé ne pourra pas être remboursé, et le pourra d'autant moins que les taux d'intérêt augmentent et que l'austérité réduit la croissance de l'économie réelle. Il faut choisir : soit cette montagne de dettes se résorbe lentement, au prix d'une, voire deux décennies de régression sociale, soit elle est apurée une bonne fois pour toutes. Il est donc primordial de faire avancer, partout en Europe, une démarche d'audit citoyen sur la dette. Dans le cas français, il est urgent de faire le tri dans les dettes toxiques qui pèsent notamment sur les collectivités et les hôpitaux⁸.

Mais annuler une partie des dettes mettrait en danger les banques qui les détiennent. C'est pourquoi il faut les nationaliser. Il y a des raisons, non seulement politiques, mais aussi techniques de le faire, et même des économistes libéraux en conviennent⁹. C'est le moyen de tout mettre à plat et de faire le tri et, avec l'accélération de la crise, le projet de pôle financier public risque d'apparaître comme sous-dimensionné. Enfin, les choses se sont décantées et on voit plus clairement aujourd'hui, au-delà des débats ultra-techniques, que la monétarisation de la dette, autrement dit l'achat par la Banque centrale des titres de la dette publique est la condition essentielle pour se dégager de l'emprise des marchés. Ce serait mieux de le faire au niveau européen, mais c'est possible au niveau national et on peut d'ailleurs envisager des modalités complémentaires comme un emprunt forcé, ou un taux minimum de détention des obligations du Trésor par les banques.

⁷ François Hollande, « La dette est l'ennemie de la gauche et de la France », *LeMonde.fr*, 16 juillet 2011, <http://gesd.free.fr/holla711.pdf>

⁸ « Diagnostic d'une intoxication généralisée », *Libération*, 21 Octobre 2011, <http://gesd.free.fr/toxidaxia.pdf>

⁹ Voir Michel Husson, « Nationaliser les banques », *Politix* n°1168, 15 septembre 2011, <http://hussonet.free.fr/natibank.pdf>

Ces mesures s'opposent point par point aux trois dogmes eurolibéraux qui inspirent les tâtonnements actuels et nous emmènent à la catastrophe : 1. refus obstiné d'admettre l'inévitabilité des défauts ; 2. projet baroque (et déjà dépassé) de titrisation des dettes publiques via le Fonds Européen de Solidarité Financière ; 3. recapitalisation des banques sur fonds publics. On vérifie à nouveau que les débats techniques opaques recouvrent des choix sociaux et politiques fondamentaux.

Réparer les dégâts du néolibéralisme et en sortir

A la racine de la crise, il y a le déplacement du partage des richesses au profit d'une étroite couche sociale. L'augmentation de la part des profits n'a pas tiré l'investissement et ce sont en fin de compte les « rentiers » qui ont été les bénéficiaires de la compression salariale. Ce transfert massif a été rendu possible par le levier du chômage qui a permis la déconnexion des salaires par rapport à la productivité, ainsi que la précarisation et l'intensification du travail.

La thérapie de choc des plans d'austérité se double aujourd'hui d'une volonté renforcée des entreprises de rétablir leur profit écorné par la crise. Les travailleurs sont alors pris en tenailles, entre le gel des emplois et des salaires d'un côté, et la dégradation des services publics et de la protection sociale, de l'autre. Plus que jamais, il faut partir de ce principe d'évidence, qui est cohérent avec l'analyse de la crise : pas d'amélioration des conditions d'existence et notamment de l'emploi, sans remise en cause d'une répartition des revenus toujours plus inégalitaire. Rien ne changera sans un contre-transfert, des profits non investis vers les salaires et les dépenses sociales.

On retrouve au passage l'analyse essentielle de la montée de la dette avant la crise, qui n'explique qu'une partie du déficit constaté en 2010 : entre 31 et 38 % selon la Cour des comptes¹⁰. Le reste découle des cadeaux fiscaux accumulés depuis une décennie. Augmenter la fiscalité sur les revenus qui épargnent plutôt que consommer ou investir, telle est la variable sur laquelle il est possible de jouer. L'argument sempiternel sur la compétitivité peut être contourné, dès lors que l'on ne tient pas le niveau des dividendes - qui ont déjà épongé le choc de la crise - comme une contrainte intangible.

Les mesures d'urgence doivent viser à améliorer la situation immédiate de la majorité et faire reculer l'insécurité sociale qui corrode toute la société. Il faut en premier lieu augmenter le salaire minimum - et les minima sociaux qui doivent y être indexés - et améliorer les conditions d'indemnisation du chômage. Ce premier *round* doit être un électrochoc. Il a une double fonction : répondre immédiatement à la dégradation sociale, mais aussi acquérir une légitimité de masse face aux mesures de rétorsion qui seront prises par les dominants.

Il faut embrayer sans faire de pause et passer au deuxième *round*, dont l'objectif doit être d'abord de relancer l'emploi : cela passe par la généralisation des 35 heures et l'avancée vers les 32 heures, la résorption du travail précaire et par des créations d'emplois *ex nihilo* dans le secteur public pris ici au sens large : collectivités, économie sociale et solidaire, associations, etc. En même temps, doit être engagée une réforme fiscale de fond.

Le troisième *round* a pour but de jeter les bases d'un nouveau mode de développement, autour de trois idées : démarchandisation, désintensification du travail, planification écologique. La démarchandisation signifie deux choses. La première est que les besoins sociaux doivent être prioritairement satisfaits selon une logique de biens communs. Le

¹⁰ Cour des comptes, Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011, p.31-32, <http://gesd.free.fr/cdcfin11.pdf>

droit à une existence décente (pour reprendre la notion de *common decency* de George Orwell) doit être garanti par une offre de services fondée sur le principe de gratuité. La santé et les retraites doivent échapper aux assurances privées. Le droit à l'emploi doit être garanti par un statut du travailleur assurant la continuité des droits. Le droit au logement doit être assuré par un programme de mise à disposition de logements faisant une large part aux logements locatifs, ce qui implique une politique de municipalisation des sols.

La garantie des conditions d'existence ne doit pas dépendre seulement de l'augmentation du pouvoir d'achat individuel. Prenons l'exemple du logement. La hausse des loyers et du prix des logements joue un rôle important dans la dégradation des conditions d'existence. Augmenter le pouvoir d'achat est une manière d'y répondre. Mais si les prix et les loyers continuent de flamber, c'est une course sans fin. Garantir des conditions correctes d'accès au logement est un moyen plus durable de répondre à ce besoin essentiel. La difficulté est ici celle des délais : entre l'urgence des problèmes et la mise en œuvre de réponses structurelles, le délai peut être long. C'est pourquoi les mesures d'urgence doivent être conçues comme un moyen d'établir une transition avec des réorientations de fond.

Le droit à l'emploi doit conduire à un total renversement de perspective. Dans la logique actuelle, un emploi ne peut être créé que s'il fait en somme la preuve qu'il est rentable. Et si tel n'est pas le cas, il doit être subventionné ou réduit à un statut dévalorisé. Ou bien on mise tout sur la croissance, comme seul moyen de créer des emplois, mais cette perspective se heurte à deux objections (sans même parler de sa compatibilité avec les objectifs environnementaux) : à long terme, la croissance ne crée pas ou peu d'emplois¹¹ et, de toute manière, il faut se faire à cette idée que les perspectives de croissance seront durablement médiocres. Le programme mort-né du PS, fondé sur une croissance de 2,5 % par an pour le prochain quinquennat, constituait un absolu contresens, et c'est pourquoi il est de fait déjà obsolète.

Le point de vue rationnel consiste à partir des besoins d'emplois et à les créer, indépendamment de leur rentabilité marchande. Cela revient à distinguer deux critères d'efficacité : l'efficacité marchande (on maximise le profit) et l'efficacité sociale (on maximise la satisfaction des besoins). Ces deux critères ne conduisent pas aux mêmes choix, et diffèrent aussi par leurs modalités de mise en œuvre. L'efficacité marchande est celle des capitaux privés, en concurrence les uns avec les autres, dont les choix privés déterminent les priorités de l'ensemble de la société. L'efficacité sociale implique elle aussi des choix et des arbitrages et ne peut donc fonctionner que si la société se donne les moyens d'exprimer et d'imposer à l'économie ses priorités.

Le principe de démarchandisation doit aussi concerner cette marchandise particulière qu'est le travail. Dans le secteur privé, la réduction du temps de travail doit devenir un axe central de la transformation sociale. C'est d'abord un levier pour les créations d'emplois, mais c'est aussi un moyen de réduire l'intensification du travail : une baisse du temps de travail avec embauches compensatoires équivaut strictement à une moindre intensité du travail. Enfin, le processus doit permettre l'intervention des travailleurs exerçant un contrôle sur la nécessaire réorganisation du travail.

Mais tout cela doit être financé. La question est légitime, d'autant plus que l'on ne peut compter sur une croissance accélérée pour dégager des marges de manœuvre. En termes comptables, ce projet représente une augmentation de la masse salariale qui correspond à la revalorisation des salaires mais aussi à la création d'emplois par baisse du temps de

¹¹ Voir Michel Husson, « Soixante ans d'emploi » extrait de *La France du travail*, L'Atelier/Ires, 2009, <http://hussonet.free.fr/etatramy.pdf>

travail et au dégagement de nouvelles sources de financement pour la protection sociale. Est-elle compatible avec le niveau de développement atteint par un pays comme la France ? La réponse réside dans une autre répartition des revenus¹².

Là encore, il faut souligner la distance qui sépare cette démarche de celle du social-libéralisme. Dans un entretien datant de 2008¹³ où on lui demandait s'il fallait agir politiquement sur la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits, Hollande répondait : « Ce qu'il faut d'abord, c'est créer plus de valeur ajoutée. La gauche ne peut s'intéresser à la seule répartition. Elle doit régler l'insuffisance de création de la richesse » et il évoquait « une politique économique de gauche pour relever le taux de croissance ». Une telle réponse passe tout simplement à côté de la cause profonde de la crise.

Double rupture, double légitimité

Toute politique de gauche doit annoncer (et prendre) des mesures immédiates sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale. Et cela n'est possible qu'en changeant radicalement la répartition des revenus, ce qui suppose de remettre en cause l'ordre social oligarchique. Mais cette rupture n'est possible que si l'on rompt au préalable avec le carcan eurolibéral. Tel est l'enjeu stratégique : il s'agit de montrer que cette double rupture est la condition nécessaire pour que les choses changent vraiment, et il faut gagner un large soutien à cette politique. A l'intérieur, la légitimité de ce programme repose sur la capacité à améliorer concrètement les conditions d'existence du plus grand nombre. A l'échelle européenne, les mesures unilatérales prises pour protéger cette expérience de transformation sociale doivent s'inscrire dans un projet de refondation que l'on propose à l'ensemble des peuples européens de reprendre à leur compte.

¹² Voir Michel Husson, « La crédibilité du programme », chapitre 11 de *Un pur capitalisme*, Page deux, 2008, <http://hussonet.free.fr/capur11.pdf>

¹³ François Hollande, « Quelle politique économique pour la gauche ? », *L'économie politique* n°40, octobre 2008, <http://gesd.free.fr/holland8.pdf>